

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## LA VIE CHÈRE

par Georges BASTIEN

A vouloir trop prouver, l'on arrive à ne rien prouver du tout.

Il semble que les économistes, tous plus distingués les uns que les autres, ceux qui portent le petit bout de ruban rouge comme ceux qui « font » dans la presse dite avancée, que les économistes qui parlent ou scribouillent autour de cette question de la vie chère, se sont donné pour tâche d'embrouiller le problème et d'empêcher le peuple d'y voir clair.

J'oserais même ajouter que les gens du peuple, les illettrés eux-mêmes, d'instinct, sans lire aucun article ni boquin d'économie politique, sans écouter aucun grand discours bârré de notes, statistiques et commentaires, comprennent mieux le pourquoi et le comment de la vie chère que les savantasses de l'économie sociale.

Il y a un fait brutal et indiscutable : le prix de toutes les denrées, produits agricoles et objets manufacturés, suit une pente ascendante : toujours de plus en plus haut.

Le mois dernier, les indices officiels ont encore marqué, un peu partout, une augmentation d'une vingtaine de points.

Et l'on sait ce qu'il faut penser des indices officiels et la façon plus que fantaisiste dont ils sont établis. Le Préfet convoque un certain nombre de patrons, mercantis et soi-disant représentants des consommateurs. En quelques minutes ces messieurs établissent la série des prix des diverses marchandises entrant dans le calcul de l'indice. Si c'est exact, tant mieux. Si ce ne l'est pas, c'est le même prix. Mais, comme il n'y a que des parasites sociaux dans une Commission, et que lesdits parasites ont une tendance naturelle à mettre les indices au plus bas afin que les travailleurs n'en prennent pas prétexte pour revendiquer un réajustement des salaires, les fameux indices sont toujours et systématiquement inférieurs à la réalité.

Tantôt on prendra les prix de gros, ou de demi-gros, ou de détail. Tantôt l'on comparera le prix d'une paire de chaussures en carton — fabrication ultra-moderne — avec celui d'une solide paire de souliers en cuir d'uparavant. Et ainsi de suite. Ce qui n'empêchera les journalistes, les politiciens, les économistes, les statisticiens, les pseudo-savants de disséquer avec l'accent technique le plus sérieux sur les indices ainsi établis.

La chronique humoristique s'est longtemps divertie avec les histoires de Gobel — qu'on n'a d'ailleurs pu jamais trancher, policiers et magistrats s'en étant mêlés, ce qui était le plus efficace procédé pour que la vérité n'apparaisse jamais.

La statistique dite économiste n'a rien à envier à l'anthropologie, à ce sujet. Si l'on pouvait filmer et imprimer sur la cire d'un rouleau de phonographe les séances des Commissions officielles des indices du coût de la vie, ce serait un éclat de rire général. Ce qui serait un traitement encoré plus doux pour les statisticiens en question que les coups de pied au derrière qu'ils mériteraient.

Mais laissons-là ces messieurs, leur bluff, leur chique et leur optimisme de commandé. Le vulgaire « homme de la rue », et encore mieux la ménagère, savent beaucoup mieux à quoi s'en tenir.

Ceux ou celles qui ont la louable habitude d'inscrire leurs dépenses sur un carnet de ménage — s'ils ont la pensée de les conserver — pourraient, en les comparant, depuis quelques années, situer plus exactement le problème, et « faire le point » d'une façon plus précise.

Qu'on me permette néanmoins de faire remarquer qu'on a le droit d'être rêveur et peu enthousiaste quand on nous parle des bienfaits d'un collectivisme ou communisme d'Etat, où toutes les questions économiques seraient établies, discutées et tranchées par des fonctionnaires très savants et bien nantis ; par des « techniciens » dans le genre de ceux qui opèrent dans les Commissions officielles.

Quand on lit, actuellement, des articles très graves et très techniques, consacrés à cette question de la vie chère, on se demande s'il faut en rigoler ou se mettre en colère.

Rien de plus inépt ni de plus grotesque. Plus on lit de ces études et moins l'on y comprend quelque chose.

Je ne tenterai même pas de discuter les idioties que la presse nous présente. Ce serait perdre mon temps et celui des lecteurs en même temps.

La mauvaise foi et le mensonge sont devenus articles courants dans le monde des écrivains professionnels. On débute un article ou un livre comme on fabrique une casquette, au goût du client, ou, plutôt, au goût de qui paie la marchandise, pour la faire consommer aux autres.

Les économistes changent de théories tous les six mois. S'ils tentent d'expliquer les phénomènes, c'est dans l'unique but de les justifier. L'économie politique et soi-

## POUR BERNERI

C'est le 15 octobre que notre camarade Berneri comparaitra devant les juges de la 18<sup>e</sup> Chambre correctionnelle.

C'est le 10 octobre que se tiendra, aux Sociétés Savantes, le grand meeting que nous organisons en faveur du proscrit si abominablement pourchassé. Nous demandons à tous nos lecteurs de ne pas l'oublier.

Dans le prochain numéro, nous indiquerons le nom des orateurs qui prendront la parole à cette manifestation en faveur du droit d'asile, et nous donnerons connaissances du texte de l'affiche que nous apposerais dans Paris à cette occasion. — *Le Comité du Droit d'Asile.*

## Notre situation

Comme nous l'avons expliquée la semaine dernière, la période estivale n'a pas été brillante pour notre journal.

La Commission Administrative de l'U.A.C.R. a pris plusieurs décisions, que nous ferons connaître dans les prochains numéros.

Si les camarades y mettent de la bonne volonté, nous pourrons, en peu de temps, remonter le courant. Nous sommes assurés, avec l'aide de nos compagnons, de faire du Libertaire un organe puissant, et de l'U.A.C.R. une belle organisation anarchiste.

Camarades qui êtes d'accord sur le manifeste adopté au dernier Congrès, aidez-nous à mettre les idées qu'il contient en pratique.

Faites vous aussi le maximum d'efforts : recrutez des abonnés ; trouvez-vous des dépositaires ; organisez, dans chaque région, la vente de notre journal.

Que tous ceux qui le peuvent nous envoient leur souscription.

Nous le répétons : avec de la bonne volonté, en peu de temps, nous pouvons redresser notre situation.

Mais encore faut-il que chacun y mette du sien. La Commission Administrative.

## LES HITLÉRIENS, FEU SEMBAT ET M. JACQUES BAINVILLE

par EPSILON

Le Soir daté du 21 septembre, publiait sous le titre : « Marcel Sembat prévoyait, dès 1922, l'Allemagne actuelle », un extrait d'un livre posthume de ce dernier. « Cet examen de l'Allemagne écrit il y a huit ans, semble écrit d'hier. Nous voulons en croire la conclusion trop pessimiste. Mais comment ne pas admirer cette juste prévision des conséquences d'une politique déplorable et d'un traité mal fait ? ».

Marcel Sembat a été une personnalité importante du parti socialiste et de la franc-maçonnerie et des milieux de gauche en général. Pendant la guerre, il occupa, avec sa distinction habituelle, le poste de ministre d'Union sacrée des Travaux publics, avec le non moins distingué Léon Blum comme chef de cabinet.

Voyons donc ces prévisions que l'on nous convie à admirer.

Nous avons lu — depuis l'armistice — l'Allemagne aux pangermanistes.

Les hommes de paix, les partisans sincères d'un développement économique opposé au militarisme, se laissent, l'un après l'autre, et perdent toute influence. Nous leur avons retiré leurs arguments.

Tout Allemand qui réfléchit arrive à se convaincre que la condition préalable de tout relèvement est l'abolition du traité de Versailles et, par conséquent, la revanche.

De plus, il voit les anciens alliés divisés. L'Angleterre et l'Italie se rapprochent de l'Allemagne et s'écartent de la France, qui, seule, reste hostile et menaçante. L'entente est faite avec les Russes.

Comment voudrez-vous que, servis par les circonstances et fortifiés par nos fautes, les militaristes allemands ne soient pas vainqueurs ?

Il est certain que l'élection triomphale d'une centaine de hitlériens n'est pas pour donner complètement tort à ces prévisions de Marcel Sembat.

## ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois... 11	Six mois... 15
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

## Pour Pons et Blanco

### Deux hommes à sauver !

La Dictature Espagnole est tombée sous la réprobation de tous les honnêtes gens. Elle a causé des ruines, des souffrances et des iniquités innombrables.

Deux de ses victimes, deux travailleurs : PONS et BLANCO, échappés de la prison de Figueras, se sont réfugiés en France. Arrêtés à Perpignan, ils sont emprisonnés depuis plusieurs mois.

Sous la pression des autorités espagnoles qui demandent leur extradition, le gouvernement français semble vouloir souscrire à cette demande en rentrant à leur pays d'origine ces deux évadés « condamnés injustement ».

Ce serait une iniquité, car l'examen sérieux de leur dossier a démontré qu'ils avaient été arrêtés et condamnés parce qu'ils étaient « militants syndicalistes ». C'est donc bien pour délit d'opinion qu'ils ont été frappés.

La Dictature Espagnole a été une véritable calamité publique. Des gens de toutes conditions : étudiants, professeurs, officiers républicains, ouvriers syndicalistes, anarchistes, socialistes, communistes, ont été persécutés et emprisonnés par la dictature du sinistre « Primo de Rivera ».

La dictature a sombré sous le poids de ses crimes et de ses excès, et malgré un semblant d'annistie, les victimes restent encore nombreuses.

Pourtant, et malheureusement comme toujours, si certaines personnalités ont bénéficié de cette amnistie, PONS et BLANCO, modestes travailleurs, militants obscurs, ainsi que des milliers d'autres, sont encore dans les prisons, où, comme c'est le cas pour PONS et BLANCO, en péril d'être à nouveau livrés aux bourreaux espagnols.

EST-CE JUSTE ? EST-CE POSSIBLE ?

De toute évidence, non ! Les traditions d'hospitalité, le souci de la liberté individuelle ne doivent pas être de vaines formules.

A la carence gouvernementale, l'opinion publique doit y suppléer.

PONS et BLANCO, victimes des machinations des tortionnaires espagnols, ne doivent pas être extradés.

ILS DOIVENT ÊTRE LIBÉRÉS SANS DELAI.

« Le Comité de Défense Sociale » développera dans ce meeting les procédés employés pour perdre ces deux hommes de cœur. Il établira sous les yeux de tous, les infamies contenues dans le dossier de l'affaire. Il donnera lecture de lettres des avocats défenseurs, qui, pour avoir voulu soutenir l'innocence de ces deux hommes, se virent poursuivis, arrêtés, mis au secret et leurs domiciles cambriolés.

Il prouvera les machinations odieuses de la police, qui accusèrent ces deux révolutionnaires de faits dont ils sont absolument innocents.

Travailleurs manuels et intellectuels, venez tous affirmer votre volonté de défendre le « droit d'asile » et la « liberté individuelle », en assistant en masse au

**GRAND MEETING**  
qui aura lieu le  
**VENDREDI 26 SEPTEMBRE, à 20 h. 30**  
**GRANDE SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES**  
**8, Rue Danton, 8**

### ORATEURS :

**P. BESNARD**  
de la C.G.T.S.R.

**Han RYNER**  
Homme de Lettres

**LE PEN**  
du C.D.S.

**Georges PIOCH**  
Homme de Lettres

**Paul LOUIS**  
Publiciste

**Sébastien FAURE**

**Louis LOREAL**  
de l'U.A.C.R.

**Suzanne LÉVY**  
Avocat du C.D.S.

Ouverture des portes à 20 heures

Métro : Saint-Michel, Odéon

Participation aux frais : 2 francs

Par une coïncidence assez bizarre, presque en même temps paraissait dans l'*Action Française*, un article de M. Jacques Bainville, spécialiste des affaires étrangères, grandement réputé dans les milieux réactionnaires, et dont nous découpons les passages suivants :

« Au lendemain des élections allemandes et d'apparition, en coup de foudre, du phénomène Hitler, nous demandons au lecteur la permission de nous citer, nous-mêmes, non pour la vanité de « l'avoir bien dit », mais pour l'intelligence des événements actuels et de ceux qui suivront.

En 1920, nous avions publié un livre écrit au lendemain de la signature des traités et qui était intitulé : « Les conséquences politiques de la paix. Politiques et psychologiques, c'est la même chose. Nous essayons de montrer quels pourraient être les effets de cette paix et nous écrivions dans un chapitre qui s'appelait « Les Allemands débiteurs des Français », aux pages 77 et suivantes :

« Nous admettons, pour la commodité de l'exposition, que l'Allemagne restera république et qu'elle sera une démocratie selon le mode et la conception des nations occidentales. Cette Allemagne démocratique, elle a à payer aux alliés les frais de la guerre, à réparer les dommages immenses dont elle s'est rendue responsable. Il résulte de là que soixante millions d'Allemands formant un seul Etat, ayant derrière eux un grand passé, sont condamnés à payer une redérence dont le règlement s'étendra sur deux générations au moins. Juste et même insuffisante pour nous, cette redérence est ressentie comme exorbitante et inique par l'Allemagne. A mesure que s'éloignent les souvenirs de la guerre et l'impression de la défaite, la force de ce sentiment croît... Insensés seraient les Français qui compteraient sur l'amitié du peuple allemand, devenu leur débiteur, qui comprenaient même, chez le vaincu, sans le désir naturel de détruire un traité qui l'obligeait à travailler trente ou cinquante ans pour acquitter sa dette. Il faudrait, pour le contenter, qu'elle fût réduite à zéro... »

En effet, les réductions successives que cette dette a subies depuis dix ans n'ont rien changé à la disposition naturelle du débiteur et Hitler a trouvé l'Allemagne plus excisée contre le plan Young qu'elle ne l'avait été contre l'état des paiements

de 1921 qui lui imposait des charges bien plus fortes.  
Mais nous écrivions encore un peu plus loin :

« A moins d'un acte de foi (qui ne peut se donner rationnellement) dans l'influence bienfaisante de la démocratie ; à moins de croire sans ézémis que l'Allemagne nouvelle, touchée de la grâce, se convertira à l'idée qu'elle est une grande coupable, une grande pêcheresse, qu'elle a mérité son sort et qu'elle expie justement ; à moins, pour tout dire, qu'un coup de baguette magique ait changé, non seulement, la nature humaine et la nature des choses ; à moins de cela, toutes les vraisemblances (et le devoir de la politique est d'en tenir compte) sont pour que l'Allemagne ressente, et ressentira de plus en plus comme insupportable le traité du 28 juin. Toutes les vraisemblances sont pour qu'elle prenne à tache de s'en délivrer et de le détruire, avec les moyens qui peuvent rester à soixante millions d'hommes pour briser leurs chaînes... »

Il serait inutile d'insister sur ce qu'il y a de commun dans ces appréciations émanées d'hommes d'opinions politiques plutôt divergents.

Ces appréciations n'ont d'ailleurs rien de bien marrant. Et ce qui est bizarre, c'est plutôt l'établissement scandaleux de certains en présence du succès des communistes ou des social-nationalistes en Allemagne.

On ne voit pas de raisons pour qu'un patriote allemand se déclare bien satisfait du traité de Versailles et du plan Young. Et l'on ne voit même pas pourquoi un Allemagne antisocialiste en serait enthousiaste.

Et quant aux chauvins qui chantent qu' « ils veulent battre victorieusement les Français », ils sont exactement dans le cas des patriotes français qui préparaient plus ou moins bruyamment leur revanche.

Les hitlériens, et les communistes aussi, ont su spéculer sur l'état de misère et de crise générale et sur des motifs de mécontentement dont quelques-uns étaient parfaitement justifiés.

Si leurs succès ne devaient que saboter le plan Young et, par ricochet, les paiements intermédiaires et l'hégémonie de la finance américaine, ils auraient un bon côté. Ils peuvent en avoir de beaucoup plus dangereux et que tout le monde prévoit, tout en préconisant les moyens les plus appropriés pour les prévenir.

Les amis de M. Jacques Bainville prétendent que l'on ne peut éviter la catastrophe que par des préparatifs de guerre formidables.

Les frères et disciples de Marcel Sembat imaginent tout arranger au moyen de quelques parolles internationales, de quelques habiletés diplomatiques qui ne changent rien et ne peuvent rien changer au fond des choses, tout en prévoyant la meilleure des défenses nationales.

Il faut évidemment chercher ailleurs la bonne solution de ce problème angoissant.

En Allemagne, en France et ailleurs, des hommes, pas assez nombreux encore, œuvrent à la préparer, contre toutes les forces sociales organisées, contre tous les partis de droite et de gauche.

EPSILON.

## Les incertitudes de la science économique

### III. Capital, Propriété foncière, Revenus, Rentes

**Capitalisme financier.** — Le capitalisme financier dérive du capitalisme commercial. Les monnaies ne sont pas les mêmes dans les divers pays. Le négociant qui revient de l'étranger doit faire le change des espèces qu'il rapporte lorsque la différence de valeur entre la cargaison emportée et les marchandises ramenées a donné lieu à une soule en numéraire. La monnaie métallique est un mélange de pièces de toutes sortes, de poids, et, de titres, divers. Le marchand a été embarrassé pour apprécier la valeur. Il fallait recourir à des spécialistes faisant commerce des métaux précieux, les recevant en dépôt et les inscrivant au compte des dépositaires.

De plus, à certaines époques, ni les routes, ni même les lieux habités n'étaient sûrs. Au lieu de garder l'argent chez soi, on le mettait en garde chez un orfèvre qui en délivrait un reçu. Ce fut du moins l'usage en Angleterre, où les reçus s'appelaient goldsmith's notes, bons d'orfèvre. Ces bons, circulant sur les chemins, risquaient moins de tenir les voleurs qui n'auraient pas su les utiliser. Ailleurs, le rôle de dépositaires fut tenu par des religieux. On s'aperçut vite qu'il était plus avantageux de consacrer l'argent à des prêts que de le laisser dans des caves. Dès lors, l'effet de crédit, la monnaie fiduciaire entraîna en usage.

Toutes ces pratiques remontent à une très haute antiquité. « De bonne heure, des spécialistes (du maniement des capitaux) devinrent nécessaires. Ainsi naquit la banque. Les premiers banquiers paraissent avoir été, du moins à Athènes, ces chasseurs ou trapézites, d'abord installés sur la marche même, derrière leurs petits comptoirs en forme de tables (sur tréteaux à quatre pieds en trapèzes). Peu à peu, leur activité s'étendit, au change des monnaies, s'ajoutèrent différentes opérations financières et commerciales. » (Toutain.)

Ils participaient à la rédaction de contrats qu'ils gardaient en dépôt, comme nos notaires. Ils ouvraient des comptes courants à leurs clients, dont ils se chargeaient de faire les paiements et auxquels ils consentaient aussi des avances. Ils faisaient le change de place à place. Ils prétendaient de l'argent à des particuliers et parfois à des cités.

Ainsi se constituaient des puissances financières. Par des plaidoiries d'avocats nous pouvons suivre la marche d'une banque au <sup>e</sup> et au <sup>iv</sup> siècles avant notre ère. L'un des trois directeurs connus laisse une fortune de 350.000 francs, somme considérable pour cette époque.

La conquête d'Alexandre généralise le système dans tout l'Orient. « Dans beaucoup de villes grecques, surtout des îles de la mer Égée et de l'Asie Mineure, ainsi qu'en Egypte, existent des banques publiques et des banques privées, qui reçoivent des dépôts, le plus souvent, en espèces (c'était le cas en Egypte) en nature (warrants actuels), qui établissent au nom de leurs clients, de véritables comptes courants, qui délivrent des lettres de crédit et procèdent à des virements d'un compte à un autre compte. Chaque banque a des correspondants dans d'autres cités ou dans d'autres pays. »

La banque ne restait pas confinée dans la partie orientale du bassin méditerranéen. A Carthage, « l'aristocratie n'estimait pas déchoir en consacrant ses ressources et son activité aux affaires. Carthage fut une des cités antiques où le capitalisme fut le plus puissant et pesa du poids le plus lourd sur les destinées de la nation. »

D'abord plus agricole que commerçante, Rome entra plus tardivement dans le mouvement financier. Pendant les quatre premiers siècles de son histoire, elle est restée très pauvre en métaux précieux. Pour les échanges qui ne s'opèrent pas en nature, on se sert de cuivre pesé à la balance. Ce n'est qu'au milieu du <sup>v</sup> siècle avant Jésus-Christ que des lingots de cuivre échangés lui donnent une monnaie véritable.

Mais : « La conquête romaine, dès le milieu du <sup>iv</sup> siècle, bouleverse le fond en comble cette économie séculaire. Elle provoque un afflux ininterrompu de métaux précieux sous deux formes fondamentales : le butin au jour de la victoire, l'exploitation méthodique au lendemain de l'occupation. » (Homo.) Des publicistes et des théoriciens modernes attribuent au régime capitaliste la responsabilité des guerres qui bouleversent le monde sous nos yeux. Pendant les siècles qui ont immédiatement précédé l'ère chrétienne, c'est de la guerre qu'est né, à Rome, le régime capitaliste, parce que les victoires répétées des légions ont eu pour résultats immédiats et lointains, directs et indirects, d'accumuler soit dans les caisses de l'Etat, soit aux mains de certains individus, d'immenses richesses. » (Toutain.) Constatons que guerre et capitalisme sont en liaison intime, s'appellent mutuellement et se succèdent, comme la recherche des aliments et la digestion.

Le capitalisme, à Rome, acquit une ampleur considérable et prit des formes nouvelles. « Jusqu'à la fin de la République, le système de l'adjudication et du fermage fut prépondérant dans l'administration des finances romaines. Qu'il s'agit de travaux publics à exécuter, de fournitures militaires ou autres, de transports par voie de terre ou de mer à assurer, toutes opérations qui entraînaient des dépenses ; qu'il s'agit de domaines à exploiter, d'impôts ou de redevances à percevoir, c'est-à-dire de recettes à faire rentrer dans le Trésor public, le gouvernement romain écarte presque toujours le procédé de la régie et préfère s'adresser à des intermédiaires. Des capitaux de plus en plus importants étaient nécessaires à qui voulait se présenter aux adjudications. Il y fallait des ressources collectives. Ces ressources furent obtenues par la création de sociétés ou compagnies financières, les sociétés de publicains, montées par actions. Les actionnaires des sociétés de publicains se recrutaient dans toutes les classes, chez les sénateurs, à qui la loi interdisait de prendre part personnellement aux adjudications, chez les chevaliers (haute bourgeoisie) qui se consacraient de préférence aux grandes affaires, même chez les citoyens de

l'Asie.

Et, enfin, pour terminer le tableau, Au-  
rial, proclame Laurent-Eynac citoyen de Muret.

L'après-midi, pour se reposer de cette manifestation patriotique, on se lèvera à une controverse entre Auriol et le maire de Toulouse. Chacun réclame pour sa ville le titre de capitale du Languedoc.

Et voilà à quoi passent leur temps les membres influents du Parti socialiste (car l'inégal Bouisson était de la fête) : se livrer à un nationalisme échevelé, faire des gosses un'espèce de chiffon tricolore... et ensuite se livrer à la galéjade.

Car dans le Midi on est gai — et les socialistes, de là-bas se montrent bouffis d'humilité.

Sans doute en pensant qu'il y a encore de pauvres bougres d'électeurs qui croient à leur sincérité.

Aristobole.

AVIS TRES IMPORTANT

Le local de la Librairie d'Éditions Sociales étant provisoirement fermé, nous prions les camarades qui nous ont fait des commandes de bien vouloir patienter quelques jours.

## LA VIE CHÈRE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page).

Seulement, la chose n'est pas aussi simple. Ou tout au moins, il faudrait discerner. Sommes-nous en présence d'une bande de spéculateurs occupés à chambouler les prix, pour pouvoir opérer de fructueux coups de bourse ?

Cela est certainement exact, pour quelques-uns et pour quelques cas. Mais n'aurait tout expliquer.

Un spéculateur pratique aussi bien ses coups de bourse sur la baisse que sur la hausse.

Rien n'est plus lucratif, pour cette horde de spéculateurs, que les courbes en « montagnes russes » du coût de la vie. Connaissant par avance la hausse et la baisse, parce qu'ils sont à la source des renseignements et qu'ils savent les provoquer eux-mêmes, ils réalisent ainsi de beaux coups de filets, aussi bien que les spéculateurs aussi bien que fascistes, et il est aisé de comprendre que nulle entente féconde, nulle œuvre de grande envergure pour pacifier le monde n'est possible de la part de la Société des Nations. Seule consolidation, les progrès techniques, et scientifiques n'en continuent pas moins à se développer et si l'on se reporte au passé, nous sommes amenés à constater, qu'après la misère soit loin d'avoir disparu, hélas ! que l'hygiène, l'instruction, la tenue de vie se sont améliorées et cela malgré la boucherie mondiale et tous les maux qui en ont déroulé, si bien que nous nous demandons quelle aurait pu être, malgré tout, la situation, sans le gaspillage fou et la destruction criminelle de cinq ans de guerre.

L'avenir reste sombre avec ses trois perpétuelles menaces : chômage, fascism et guerre. Elles sont inhérentes au régime capitaliste et étais lui-même et il serait absurde d'espérer qu'exploiteurs et gouvernements veuillent jamais autre chose que le maintien de leurs privilégiés, quelles que puissent en être d'ailleurs les conséquences.

Contre un monde en décomposition, y en a-t-il un autre en formation ? Peut-être, quoique ce spectacle offert par nombre d'aspirants à la succession du monde bourgeois ne soit pas rassurant du tout. Encore moins l'est, d'ailleurs, la tragique situation dans laquelle se débat la Russie, dont les nouveaux maîtres prétendent représenter l'émancipation intégrale du travail, alors qu'ils n'ont fait à leur tour que l'exploiter et l'opprimer.

C'est avec raison que nous voyons rassurer les hommes d'Etat bourgeois pour leur impuissance à s'entendre et à agir de concert, mais n'en est-il pas de même chez tous les socialistes autoritaires s'annonçant pour en prendre la succession ?

Mêmes divisions, haines, intrigues, bas-ses, abus ; même verbiage qui cache mal l'incapacité de faire ; même déception pour les gouvernés s'il leur arrive d'avoir des gouvernements socialistes. Et il ne saurait en être autrement, tant qu'une succession gouvernementale plutôt qu'une véritable transformation sociale n'est envisagée.

Ajoutons encore qu'au lieu d'annoncer au monde une morale supérieure, des principes clairs, une libération de la personne humaine, une forme supérieure de rapports entre individus, groupes d'individus et peuples divers, on nous corne surtout les oreilles avec les mots de dictature ou de démocratie. Or, la première ne représente que la forme la plus brutale d'autorité, cependant que la seconde, tout en ayant représenté un indéniable progrès dans le passé, s'est révélée impuissante à permettre la défense du droit populaire aux heures les plus tragiques de l'histoire, sans compter sa brutale contradiction d'une soi-disant égalité de droit correspondant à une criante inégalité de fait.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décrété des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — l'intédition, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accords.

Parasitisme des fonctionnaires, ils sont environ le million en France, le dixième de la population valide, et ce sont les plus inutiles qui savent le mieux revendiquer leurs droits. Au service de l'Etat ou des Administrations, le mieux payé est celui qui ne fait rien et n'a aucune responsabilité.

Parasitisme patronal. La même mentalité que chez les mercantils, développement intensif de l'exploitation.

Parasitisme des fonctionnaires, ils sont environ le million en France, le dixième de la population valide, et ce sont les plus inutiles qui savent le mieux revendiquer leurs droits. Au service de l'Etat ou des Administrations, le mieux payé est celui qui ne fait rien et n'a aucune responsabilité.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décrété des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — l'intédition, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accords.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décrété des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — l'intédition, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accords.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décrété des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — l'intédition, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accords.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

Et, enfin, parasitisme d'une caste dite de techniciens, peaux-d'ânes ayant décrété des diplômes et se les faisant payer cher. Cette manie — ou ce bluff — du technicien qui n'a que de lointains rapports avec le travail, du technicien qui commande et regarde faire, a pénétré les organisations mêmes du progrès social — l'intédition, par l'Eglise, du prêt à intérêt. Mais il est, avec l'Eglise, des accords.

Parasitisme dans les professions libérales, la magistrature, le barreau, les hommes sortant des facultés de droit, de médecine et autres.

Voyez la fourmilière de grippes-sous qui infectent les alentours des palais de justice, voiez les médecins mercantis de la santé, les apothicaires créateurs de spécialités, etc.

## SOCIÉTÉ DES NATIONS

(Suite de la 1<sup>re</sup> page).

C'est un spectacle lamentable que celui que la Société des Nations nous offre depuis une dizaine d'années. Non seulement elle n'aboutit à aucune solution, mais de toute évidence ses membres n'en veulent point. Non pas qu'ils révèlent à proprement parler de guerre. Nous ne le croyons pas, du moins, mais il est résulté de la guerre un état de mécontentement universel ; les vaincus se lamentent pour tout ce qu'ils ont perdu, et les vainqueurs pour tout ce qu'ils n'ont pas gagné. Ajoutez une crise économique devenue universelle, une méfiance de chacun pour le reste du monde, une sourde agitation d'éléments subversifs aussi bien que fascistes, et il est aisé de comprendre que nulle entente féconde, nulle œuvre de grande envergure pour pacifier le monde n'est possible de la part de la Société des Nations. Seule consolidation, les progrès techniques, et scientifiques n'en continuent pas moins à se développer et si l'on se reporte au passé, nous sommes amenés à constater, qu'après la misère soit loin d'avoir disparu, hélas ! que l'hygiène, l'instruction, la tenue de vie se sont améliorées et cela malgré la boucherie mondiale et tous les maux qui en ont déroulé, si bien que nous nous demandons quelle aurait pu être, malgré tout, la situation, sans le gaspillage fou et la destruction criminelle de cinq ans de guerre.

L'avenir reste sombre avec ses trois perpétuelles menaces : chômage, fascism et guerre. Elles sont inhérentes au régime capitaliste et étais lui-même et il serait absurde d'



## DANS LES SYNDICATS

## TRISTESSE DES TEMPS

C. G. T. S. R.

L'année 1930 se termine et les prolétaires en général, et ceux du Bâtiment en particulier, contemplent, avec plus de mauvaise que de bonne humeur, l'anémie fiscale de leur porte-monnaie.

Cependant que les statistiques, toujours officielles mais incomplètes, émanant du Ministère du Travail, restent optimistes, nous considérons, nous autres, que dans le domaine officiel (et complet) celui-là, rien n'a été fait ni même tenté d'être fait pour améliorer le sort des travailleurs.

Pour Pierre Laval, la vie des travailleurs paraît être belle et l'ancien avocat du Comité de Défense Sociale pinçant les cordes de sa guitare dans l'orchestre gouvernemental, conduit par le maestro de la N'Goko et de la Bagdad, paraît séduit de la situation présente faite aux exploitants.

Nous n'avons pas les mêmes raisons que celles de l'ancien plaidailleur de nous montrer satisfaisants de la situation, qui n'a été que misérable, faite aux travailleurs du Bâtiment, cette année.

Les salaires sont loin d'atteindre le plan de l'ascendance du cuir de la vie et, à part une demi-douzaine de corporations dont le salaire ait dépassé les 8 fr. de l'heure, la grande majorité n'a pas seulement atteint les 7 francs. N'oublions pas que le pain est à cinquante sous le kilogramme.

La journée de 8 heures est un mythe et, que nous le voulions ou non, la vérité veut que des « salopards » exigent du bâti humain des journées de 11 et 12 heures.

Le repos hebdomadaire conquis de haute lutte, il y a près de 25 ans, est foulé aux pieds par la même bande de *rastas* et de *charognards*.

Le chômage a sévi dans toute sa hideur dans certaines corporations pendant que des chantiers entièrement composés d'éléments étrangers enfreignaient les lois, jusqu'au y compris, celles de l'hospitalité.

Il ne s'est, pour ainsi dire, pas passé de jours sans que l'un d'entre nous soit victime d'accident grave, voire mortel. Partout, le j'enfouissement et l'incurie patronale ont laissé des traces de sang humain.

A quand nos délégués à la sécurité... à, sans doute, aux Calendes Grecques.

A part ça, nous avons la vie « suprême », le hideux impôt sur les salaires et enfin... l'« escroquerie » !

Les temps sont vraiment moches, dirait Gavroche.

A la foule des satrapes, pillards et voleurs de toute envergure, cause de nos souffrances et de nos misères, viennent encore s'ajouter les soi-disant communistes, brouilleurs de cartes et diviseurs d'ouvriers.

Les allumeurs de guerre civile auront tout fait, cette année, pour que les copains crèvent un peu plus famine. Au lieu de se taire et de laisser les prolos faire leurs affaires eux-mêmes, le grain des copacs s'est montré partout comme étant « indispensable ».

A vrai dire, ils sont la cause de la léthargie dans laquelle la classe ouvrière est présentement plongée.

La situation faite aux travailleurs de la Bâtisse, n'a jamais été si tragique, les pires, les vrais de vrais, ne sont pas sans l'ignorer, c'est la seule raison invocable pour créer un courant d'agitation factice.

Faut-il donc désespérer d'une année mauvaise et se laisser encore plus aller au découragement ?...

Cela ne se peut. Le virus politique a, royalement, accompli le gros de sa nefaste tâche et le mouvement ouvrier corporatif, s'il traverse une crise aiguë, n'est pas complètement anéanti, il ne peut succomber et il ne succombera pas.

Notre Syndicalisme Révolutionnaire saura trouver les énergies indispensables à réparer des temps meilleurs. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent mourir sans avoir combattu, nous combattrons.

La 13<sup>e</sup> Région Fédérale du Bâtiment.

Réunion de la C. E. — Mercredi 30 septembre, au siège, Bourse du Travail.

**Syndicat Autonome des Coiffeurs de la Seine. Ecole Ouvrière de Coiffure.** — Le Syndicat décide d'ouvrir son Ecole de Coiffure le **mardi 23 septembre** pour se terminer le **vendredi 19 décembre**.

Ces cours auront lieu les **mardi et vendredi**, de 21 heures à 23 heures (Choppe de Strasbourg), 50, boulevard de Strasbourg, premier étage. Métro : Château-d'Eau ou Gare de l'Est.

Ces cours sont ouverts à tous les adhérents de l'organisation pour leur perfectionnement dans la technique professionnelle.

Pour l'Ecole : **C. Masia**.

P.S. — Nous faisons appel aux camarades qui voudraient servir de modèles pour la coiffure de dames, de venir se faire inscrire à l'Ecole ; les modèles sont payés 6 francs par soir.

## DERNIER APPEL

Les camarades qui détiennent des listes de souscription pour le livre de Pierre BESNARD, sont priés de faire parvenir les fonds de même, les camarades qui ont envoyé des listes et fait prendre note de leur souscription sont priés d'envoyer l'argent à JUHEL, C/c 1441-43, Paris, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La liste des souscripteurs sera irrévocablement close le 30 septembre et le tirage aura lieu dans les premiers jours d'octobre.

La C. G. T. S. R.

Pour paraître le 1<sup>er</sup> octobre prochain

## LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10). — 16 francs francs pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser le C/c 1441-43, E. JUHEL, 2 bis, Impasse Marcès, Paris (11).

La C. G. T. S. R.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs, à la